

Monde

ÉTATS-UNIS - AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES «L'OFFENSIVE HÉGÉMONIQUE» DES ÉTATS-UNIS

DANS son discours d'ouverture au 8^e sommet de l'ALBA-TLC (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - traité de commerce des peuples) qui s'est tenu à la Havane les 13 et 14 décembre, Raul Castro déclarait : «L'établissement de bases militaires dans la région est l'expression d'une offensive hégémonique de la part du gouvernement américain et constitue un acte d'agression contre toute l'Amérique latine et les Caraïbes.

Elle confirme leur intention d'appliquer leur doctrine politico-militaire visant à occuper et à dominer coûte que coûte le territoire qu'ils ont toujours considéré comme leur arrière-cour.

La réactivation de la IV^e flotte (NDLR : au large du Brésil) avec une capacité d'objectifs opérationnels et stratégiques tels qu'énoncés, de manoeuvres même dans les eaux territoriales des pays de la région prouve que l'Empire ne s'imposera aucune limite sauf celle qui viendra de la résistance que nous serons capables d'opposer».

Cette appréciation de R. Castro de la politique actuelle du gouvernement américain en Amérique latine et aux Caraïbes rejoint les propos récents d'Hugo Chavez et d'Evo Morales sur l'installation des bases américaines en Colombie mais aussi ceux de pays réunis au sommet de l'UNASUR fin août 2009.

Alors qu'en avril 2009, Barack Obama, au sommet des Amériques à Trinidad-Tobago avait annoncé de nouvelles relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, dans un esprit d'ouverture, il n'a fallu que quelques mois pour que les pays membres de l'ALBA et au delà expriment leurs inquiétudes face à l'interventionnisme américain sur le Continent.

Le recul de l'influence américaine sur le continent

Pour de nombreux analystes, l'Amérique latine a cessé d'être l'arrière cour des États-Unis, au plan économique comme au plan politique même si elle garde des liens privilégiés avec les États-Unis.

Le recul de l'influence étatsunienne a coïncidé pour l'essentiel avec les deux présidences Bush, mais il avait déjà commencé au temps de B. Clinton.

Au plan économique, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, même les plus dépendants de Washington, développent des relations économiques et commerciales avec les pays asiatiques et notamment avec la Chine, mais aussi avec l'Inde.

Dans le cadre des relations économiques Sud-Sud, les pays d'Amérique latine nouent des liens avec les pays africains et avec l'Iran. Le dernier voyage du président iranien Ahmadinejad n'avait pas qu'une portée politique, il visait également le développement de relations commerciales avec des pays latino-américains, Bolivie, Vénézuéla et surtout Brésil (pour l'approvisionnement en uranium).

Sur le continent, le Brésil, année après année, s'impose comme un acteur économique et politique de premier plan, contrariant les inté-

rêts des États-Unis et développent ses relations avec la Chine. Perdant son quasi monopole économique, les États-Unis perdent aussi leur influence politique.

On a coutume désormais de distinguer les pays de gauche radicale et les pays de gauche modérée : les premiers s'opposant à l'empire, les seconds prêts à composer avec lui en acceptant «l'économie de marché».

Or le situation un plus complexe, car des pays dits modérés comme le Brésil ou l'Argentine s'affranchissent de la tutelle américaine.

Pays «radicaux» et pays «modérés» ont ensemble repoussé la zone de libre échange pour toute l'Amérique tentait d'imposer Bush (ZLEA).

tantes se trouvent au Vénézuéla (pétrole et gaz) en Équateur (pétrole et gaz) en Bolivie (gaz) et au Brésil (pétrole et gaz).

Aucun de ces pays n'est favorable à des engagements à long terme avec les États-Unis. Les trois pays membres de l'ALBA (Vénézuéla, Bolivie, Équateur) sont hostiles à l'Empire, le Brésil est en concurrence avec lui.

Le second enjeu est géostratégique, d'ordre politique. Le danger le plus important pour les États-Unis, outre les initiatives brésiliennes est l'ALBA, c'est-à-dire un nouveau mode de relations entre les nations sud-américaines et des Caraïbes, en liaison avec les mouvements sociaux, préconisa une

N'ayant pu obtenir l'ALCA ou ZLEA (zone de libre échange pour toute l'Amérique), ils ont signé des traités de libre échange avec certains pays. Au delà des pays, l'Empire peut compter sur les forces hostiles au changement sur les oligarchies.

R. Castro dans son discours d'ouverture au 8^{ème} sommet de l'ALBA distinguent deux forces historiques en Amérique latine : «un modèle politique dépendant, élitiste et exploitateur hérité du colonialisme et du néo-colonialisme, subordonné à l'Empire et du côté opposé, des forces politiques révolutionnaires et progressistes qui représentent. Les classes traditionnellement marginalisées et discriminées».

Voies de la prospérité» visant à créer sous la houlette des États-Unis, l'alliance de pays situés le long du pacifique : Chili, Pérou, Colombie, Panama et Mexique. L'Équateur serait ainsi le seul débouché pour le Brésil sur le Pacifique vers l'Asie.

Autre initiative des États-Unis : la signature en octobre 2009 d'un accord avec la Colombie sur la mise à disposition de l'armée américaine de 7 bases militaires dont la base de Palanquero utilisable par de gros bombardiers.

L'objectif selon la Colombie et les États-Unis : lutter contre le trafic de drogue, le crime organisé et le terrorisme (les FARC et l'ELN, guérilla guévariste).



Sommet de l'Alba à La Havane (de gauche à droite) : Daniel Ortega ; Hugo Chavez ; Raul Castro et Evo Morales. Photo AFP

Des organisations d'intégration se sont mises en place, intégration économique comme le MERCOSUR (marché commun du Sud de l'Amérique) l'ALBATIC, intégration économique et culturelle et de coopération politique, l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) intégration politique.

Les États-Unis sont absents de ces organisations et ne parviennent même plus à contrôler l'OEA (organisation des États américains) comme ils le faisaient autrefois. La réunion de Trinité et Tobago a montré le recul des États-Unis alors même que B. Obama tentait de retrouver la place dominante des États-Unis.

Les objectifs de la politique américaine

Même si la politique extérieure américaine semble davantage tournée vers le Moyen Orient et l'Asie, l'Amérique latine reste un enjeu fondamental.

Un enjeu d'abord énergétique. Les discussions actuelles sur le réchauffement climatique montrent que les États-Unis continuent de miser, au moins dans la période actuelle, sur les hydrocarbures. Or l'Amérique latine pourvoit à 30% des besoins en pétrole des États-Unis avec pour principaux fournisseurs le Mexique, le Vénézuéla, mais aussi l'Équateur, la Colombie et de plus en plus le Brésil.

Le gouvernement américain souhaiterait augmenter cette proportion pour diminuer sa dépendance à l'égard du Moyen Orient et de l'Afrique de l'Ouest.

Or, les réserves les plus impor-

intégration continentale sur la base de l'indépendance des nations, de leur coopération et de la pleine reconnaissance des identités.

En effet, l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques devenue alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) prétend s'adresser à tout le continent sud-américain pour des coopérations économiques et culturelles avec la mise en place grâce à la Banque du sud d'entreprises «grand nationales» (par opposition aux transnationales ou multinationales) dans le domaine de l'énergie, de la pêche de l'agriculture, des mines et télécommunications. La création du sucre, monnaie de compte entrant en vigueur en janvier 2010 permettra de s'affranchir du dollar.

La coopération culturelle et de communication dépasse les pays de l'ALBA.

Ainsi Telesur, la chaîne de télévision a pour pays fondateurs, le Vénézuéla, Cuba, l'Uruguay et l'Argentine et comme pays observateurs la Russie, l'Iran, Haïti.

L'ALBA, en dénonçant le «consensus de Washinton», crédo du libéralisme sur le continent américain met en cause l'hégémonie des États-Unis et le système lui-même.

La contre-offensive américaine

Les États-Unis ne se résignent pas à leur recul et veulent reconquérir le terrain perdu.

Pour cette reconquête, les États-Unis s'appuient sur certains alliés : la Colombie, le Mexique, le Pérou et aussi le Costa Rica.

Les États-Unis s'appuient donc sur ces pays et sur les forces qui lui sont subordonnées pour préserver leur propre pouvoir.

Ainsi les États-Unis ont-ils soutenus, voire même initié le coup d'État militaire au Honduras et continuent à soutenir le régime issu du putsch en validant les dernières élections présidentielles et législatives.

Le 24 juillet 2009, au Costa Rica s'est tenu le 9^e sommet Tuxtla visant à faire progresser le plan Pueblo-Panama, appelé MIDP (projet d'intégration et de développement américain). À l'origine, il s'agissait d'un vaste plan d'infrastructures : autoroute des États-Unis jusqu'au Panama, construction de barrages soit plus de 100 projets pour un montant de 8 milliards de dollars. Ces infrastructures sont construites sans aucun respect des populations (notamment amérindiennes) et de la biodiversité.

Au sommet de 2009, s'est ajoutée la préoccupation de la «sécurité».

Il s'agit, toujours selon le même prétexte invoqué par les États-Unis pour justifier leur intervention de lutter contre le trafic de drogue, le crime organisé et le terrorisme. Il s'agit d'étendre à toute la région, jusqu'au Panama «l'initiative de Mérida» pour le Mexique qui permet à des agents et des militaires américains de pénétrer dans les territoires.

Le MIDP est en quelque sorte une réactivation de la ZLEA (zone de libre échange pour l'Amérique) repoussée sous l'ère Bush et une opportunité pour l'interventionnisme militaire étatsunien.

Ont été aussi proposées «les

Le président Uribe présente cet accord comme la suite du plan Colombie signé en 1999 par le président colombien Pestrana et le président américain B. Clinton, pour la période 1999-2005. Le trafic de drogue n'a pas cessé, en revanche des milliers de paysans ont été déplacés et leurs cultures ruinées.

En 2005, G.W. Bush avait voulu prolonger le plan Colombie par l'initiative régionale Andine, c'est-à-dire étendre le plan à toute la région. Le Vénézuéla a repoussé la proposition du Bush.

En 2009, le gouvernement de B. Obama installe ses bases en Colombie, créant une vive tension avec le Vénézuéla directement visé, mais aussi avec l'Équateur.

Il est également question d'installer une base au Panama où un gouvernement de droite a été élu, ce qui mettrait fin à la neutralité du Panama, décidée au temps du président J. Carter.

Si, en janvier, le Chili basculait à droite comme l'indiquent les sondages, cela «donnerait des ailes à une droite réactionnaire qui veut freiner les mouvements populaires à l'œuvre en Amérique latine» comme le dit Guillermo Teillier, président du parti communiste chilien, surtout après le putsch du Honduras.

Lors de la réception d'Oslo, le prix Nobel de la paix B. Obama a expliqué que la guerre en Afghanistan était une guerre juste puisqu'il fallait lutter contre le terrorisme et défendre les intérêts américains.

L'explication vaut-elle pour l'Amérique latine ?